

Burundi : Le patron des Services secret devient super ministre de l'intérieur

Le Monde, 29 juin 2020 Au Burundi, un nouveau gouvernement dominé par les faucons Le premier ministre, Alain-Guillaume Bunyoni, et le ministre de l'intérieur, Gervais Ndirakobuca, sont des tenants de la ligne dure du régime de feu Pierre Nkurunziza. [Photo : le commissaire de police chef (CPC), Gervais Ndirakobuca, qui dirigeait jusqu'à présent le très redouté Service national de renseignement (SNR), nommé ministre à la tête de trois ministères.]

Le premier gouvernement du nouveau président burundais, Evariste Ndayishimiye, élu le 20 mai, a été annoncé dimanche 28 juin au soir. Il s'agit d'une équipe resserrée à quinze membres et dominée par les tenants de la ligne dure. La nomination au poste de premier ministre, le 23 juin, du plus haut gradé de la police burundaise, Alain-Guillaume Bunyoni, avait donné le ton. M. Bunyoni était déjà considéré comme le véritable numéro deux du régime depuis la crise politique de 2015 et comme le chef de file des durs parmi le groupe de généraux issus de la rébellion qui contrôlent le pouvoir burundais. Un autre faucon fait son entrée au gouvernement : le général Gervais Ndirakobuca, qui dirigeait jusqu'à présent le très redouté Service national de renseignement (SNR), accusé d'être au cœur du système répressif burundais. Il a été nommé ministre de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité. C'est pendant la guerre civile burundaise (300 000 morts entre 1993 et 2006) qu'il a acquis son surnom, Ndakugariki littéralement « Je vais t'attendre raide mort » en kirundi. M. Ndirakobuca fait l'objet de sanctions des États-Unis, de l'Union européenne et des principaux pays européens depuis cinq ans. Par ailleurs, l'ambassadeur Albert Shingiro, représentant permanent du Burundi auprès des Nations unies depuis cinq ans et considéré comme le principal visage diplomatique du pouvoir burundais, devient le nouveau ministre des affaires étrangères et de la coopération au développement. La candidature en avril 2015 à un troisième mandat controversé du président Pierre Nkurunziza, mort le 8 juin, avait plongé le pays dans une crise politique majeure qui a fait au moins 1 200 morts et poussé à l'exil quelque 400 000 Burundais. Le pays est depuis tenu d'une main de fer par le régime grâce au Imbonerakure, la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, qui sème la terreur dans la population. Le Monde avec AFP

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});